

## **Manifeste des collectivités territoriales intermédiaires dans le déploiement des fonds Next Generation EU**

L'Union européenne a fait preuve d'une solidarité historique en lançant le Plan de relance pour l'Europe, un plan qui permettra de sortir de la crise économique et sociale causée par la pandémie de coronavirus et qui, dans le même temps, jettera les bases d'une Europe moderne et plus durable. Le budget à long terme de l'Union européenne, associé à NextGenerationEU (NGEU), est aujourd'hui une réalité qui offre une réponse courageuse aux défis majeurs qui nous attendent. C'est la raison pour laquelle nous considérons que la réponse communautaire, à la fois ambitieuse, généreuse et rapide, doit maintenant s'accompagner d'une action des États membres. Elle doit être diffusée au sein des populations et des villes afin de renforcer le lien entre la construction européenne et un fédéralisme de proximité dans lequel les gouvernements locaux jouent un rôle central.

D'abord, parce que les priorités définies par la Commission européenne dans des domaines tels que l'efficacité énergétique des bâtiments, la durabilité des transports publics, les infrastructures vertes, l'extension de la fibre optique et du haut débit à l'ensemble du territoire ou la numérisation des services et du tissu productif interpellent directement les gouvernements locaux dans l'exercice légitime de leurs compétences. Les gouvernements locaux travaillent sur ces domaines depuis longtemps. Ils partagent une vision commune de l'avenir dans le cadre de l'Agenda urbain pour l'UE et sont capables d'élaborer des politiques globales, ce qui est indispensable pour garantir la valeur ajoutée des fonds extraordinaires.

Les gouvernements locaux ont un rôle central à jouer pour relier l'engagement en faveur de l'efficacité énergétique des bâtiments et des logements à des stratégies de régénération urbaine de pointe ; pour accompagner les grands investissements dans les transports publics et les solutions de micromobilité qui ont un impact sur les habitudes des citoyennes et des citoyens ; ou pour stimuler la numérisation du tissu productif parallèlement au renforcement des capacités technologiques des travailleurs et des travailleuses. Si les gouvernements locaux ne peuvent pas traduire les priorités de la Commission européenne et des plans de relance nationaux des États en stratégies adaptées à la réalité de chaque territoire et fondées sur des approches globales, la capacité de transformation des fonds européens s'en trouvera clairement affaiblie.

La voix des collectivités territoriales doit se faire entendre, et avec elle celle des gouvernements locaux intermédiaires ou de deuxième niveau, qui œuvrent pour que l'action municipale soit solide et cohérente dans une perspective territoriale plus vaste. C'est essentiel pour déployer des stratégies de développement urbain ou rural intelligentes et renforcer l'effet multiplicateur des fonds.

Ensuite, parce que l'ambition des plans pour la relance, la transformation et la résilience des États membres de l'Union européenne peut être compromise si la légitimité des réformes structurelles qui en découleront ne peut être garantie. L'effort d'investissement doit être perçu par les citoyennes et les citoyens comme un élément clé de l'amélioration de leurs conditions de vie, à un moment où la crise sanitaire frappe durement les populations les plus vulnérables. D'une part, elle accentue une fracture sociale urbaine qui n'a cessé de croître depuis 2008 et, d'autre part, la fracture territoriale qui conduit à l'émergence de zones rurales où les possibilités sont souvent limitées progresse inexorablement dans le processus d'intégration urbaine que nous connaissons. L'intensité de cette double fracture, à la fois sociale et territoriale, est différente dans chaque État de l'Union européenne et, au sein de chaque État, il existe des disparités à l'échelle territoriale. Cependant, grâce à leur connaissance et à leur large vision des territoires, les gouvernements locaux intermédiaires sont en première ligne pour faire face à cette double fracture, c'est pourquoi la cohésion constitue selon nous un enjeu essentiel.

Les entités locales européennes possèdent les stratégies, les capacités opérationnelles ainsi que la connaissance du territoire et de la population pour relever ce double défi dont dépendent l'efficacité et la légitimité du Plan de relance pour l'Europe, ainsi que celles des plans nationaux promus par les États membres de l'Union européenne. Par conséquent, en tant que représentants des pouvoirs locaux intermédiaires de nos pays respectifs, nous demandons :

- 1.** que l'Union européenne et ses États membres reconnaissent les gouvernements locaux, et en particulier les pouvoirs locaux intermédiaires, comme étant des alliés stratégiques pour mettre en œuvre des fonds et des initiatives dans le cadre de la relance, de la transformation et de la résilience et, en particulier, pour développer des fonds NGEU (ainsi que ceux promus dans le cadre du nouveau cadre financier pluriannuel de l'Union européenne), afin que personne, aucun territoire ni aucun gouvernement local ne soit laissé pour compte ;
- 2.** que les États membres garantissent aux gouvernements locaux de leur allouer des fonds de nouvelle génération pour la relance, la transformation et la résilience, afin de promouvoir une nouvelle génération de politiques et de stratégies locales intégrées et innovantes, conformément à l'Agenda urbain pour l'UE et à l'Agenda 2030 des Nations Unies pour le développement durable, ainsi que de garantir les droits, la sécurité et les perspectives des territoires et des populations, aujourd'hui et demain ;
- 3.** enfin, que les États membres veillent à la mise en place de mécanismes de dialogue efficaces et permanents avec les collectivités territoriales et les pouvoirs locaux intermédiaires dans leurs pays respectifs, afin qu'ils puissent agir sur la planification, la mise en œuvre et le suivi des plans de relance respectifs par le biais de la promotion de nouveaux mécanismes de gouvernance partagée.



André VIOLA

Président de la CEPLI  
Président de la Délégation française au Comité des régions  
Elu Délégué à l'Europe et à l'International  
Conseil Départemental de l'Aude



ASSEMBLÉE DES  
DÉPARTEMENTS  
DE FRANCE

Dominique Bussereau  
Président



ASSOCIATION  
OF POLISH  
COUNTIES

Andrzej Pionka  
Président  
Association of Polish Counties

*Borboly Csaba*

Borboly Csaba

Președinte

Consiliul Județean Harghita, România



CONSILIUL  
JUDEȚEAN  
HARGHITA



Region Hannover  
Hildesheimer Straße 20  
Postanschrift:  
Postfach 147  
30001 Hannover

DEUTSCHER  
LANDKREISTAG

DER REGIONSPRÄSIDENT

*Maahn M*  
Hannover, 03.05.2021



VERENIGING  
VLAAMSE  
PROVINCIES



Președinte,  
Adrian-Ioan VEȘTEA



Il Presidente UPI  
Michele de Pascale

APW asbl  
Association des Provinces wallonnes



Hélène SANDRAGNÉ

Présidente du Conseil départemental de l'Aude



European Association for  
territorial cooperation among  
Local Intermediate Authorities

José Manuel Baltar Blanco  
Presidente de Partenia  
Presidente de la Diputación de Ourense  
Vicepresidente de la CEPLI



LA PRESIDENTA DE LA DIPUTACIÓ  
DE BARCELONA

Núria Marín Martínez



FEDERACIÓN ESPAÑOLA DE  
MUNICIPIOS Y PROVINCIAS